

# *l'Anti*capitaliste

n°690 | 11 janvier 2024 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

## CONTRE ATTAL, DARMANIN ET SA LOI RACISTE



# EN 2024, ON DÉGAGE

# LE MACRONISME!

### ZOOM

Palestine. Gaza, de la catastrophe au nettoyage ethnique, solidarités!

Page 3

### INTERNATIONAL

Biden et Trump s'accusent mutuellement de mettre fin à la démocratie américaine

Page 4

### ARGUMENTS

Élections européennes. L'Europe, la forteresse au service des profits

Page 5

### CHAMP LIBRE

Énergie. «La réforme acte la disparition programmée des tarifs réglementés de vente»

Page 8

## Édito

### Le pouvoir macroniste contre les femmes

Par MANON BOLTANSKY

La lutte contre les violences sexistes et sexuelles devait être une priorité, d'abord du premier quinquennat de Macron puis du second, mais Macron et ses gouvernements successifs n'en finissent plus de démontrer leur mépris envers les femmes et les victimes. Ces dernières années de nombreuses associations luttant contre ces violences sont menacées de fermer pour des raisons financières et faute de soutien des politiques publiques. Rappelons-le, en 2023, 244 000 femmes ont été victimes de violences conjugales. 94 000 femmes subissent des viols ou tentatives de viol chaque année. Et face à cela, Macron a décidé de nommer et de maintenir en poste Darmanin : un ministre de l'Intérieur accusé de viol par plusieurs femmes. Ce gouvernement multiplie les politiques et les saillies misogynes, le président en tête. Celui-ci fait tellement peu de cas des victimes, qu'il s'est permis de défendre publiquement Gérard Depardieu au nom de la présomption d'innocence mais surtout du prétendu intérêt supérieur du cinéma français (sic). Un président au coude à coude avec l'extrême droite sur cette question, prêt à tout pour défendre un sacré monstre, quand bien même et surtout si celui-ci est accusé par au moins 13 femmes de viols, d'agressions sexuelles et tient des propos sexistes, racistes et pédocriminels. Récemment la ministre de la Santé par intérim, Agnès Firmin-Le Bodo a décidé d'ajouter sa pierre au sexisme du macronisme. En frayant à nouveau avec ce que l'extrême droite fait de plus réactionnaire sur la question du droit des femmes à disposer de leur corps. Celle qui a été nommée ministre alors qu'elle est encore sous enquête pour conflits d'intérêts, s'est fendue récemment d'un tweet enthousiaste de soutien après sa visite à l'Institut Jérôme-Lejeune. Un « lieu de passion et d'énergie, où l'innovation et le développement des connaissances autour des déficiences intellectuelles sont pratiqués à un niveau d'excellence remarquable », selon ses mots. Un lieu surtout connu pour être un des piliers du mouvement contre le droit à l'IVG en France et qui milite également contre les droits des personnes trans, le mariage pour toutes et tous, la PMA... Le macronisme finit par flirter avec l'extrême droite sur tous les terrains, comme avec la loi anti-immigration... et il commence 2024 en fanfare avec une réactualisation de son « en même temps » : à la fois raciste à l'Intérieur et sexiste à la Santé ! Et surtout... une bonne année...

### Bien dit

Le plan « grand froid » n'est rien d'autre qu'une vaste opération de com' qui permet à l'État de se défaire de ses devoirs à la vue des premiers flocons de neige. Le droit à un hébergement est inconditionnel tout le temps et par tous les temps

Tweet d'UTOPIA 56 du 9 janvier

## À la Une

# Plus que jamais imposer notre « bouclier social »

APRÈS BORNE III, ATTAL I

Macron a beau essayer de trouver un second souffle en nommant Premier ministre Gabriel Attal, il ne nous fera pas oublier qu'il est incapable de faire autre chose que de nous faire payer les frais des crises économiques, écologiques et politiques d'un capitalisme en pleine faillite.

Le toilettage de son gouvernement ne peut faire office de rustine sur le pneu multicrevé des institutions de la 5<sup>e</sup> République. Avec la nomination d'Attal, qu'on a vu à l'œuvre au ministère de l'Éducation, il n'y a pas le moindre doute sur le fait que cette nouvelle chambre d'enregistrement et d'exécution de la volonté macroniste s'inscrit dans la continuité de l'entreprise de destruction de nos droits et conquis en tant que travailleurs et travailleuses, en tant que femmes ou LGBTI, en tant que personnes racisées, en tant que jeunes ou trop âgés pour être encore rentables... Avec ce fidèle de Macron à Matignon, il n'y aura pas de délai de réflexion. Les militantEs du NPA seront parmi celles et ceux qui feront tout pour ne pas laisser à ce nouveau gouvernement le moindre temps pour déployer de nouvelles attaques. La seule question à discuter ce sont les cadres et les agendas de mobilisation à construire pour leur imposer notre revendication élémentaire : ce n'est pas aux travailleurEs de payer leurs crises !

**Prix de l'énergie, inflation**  
Ainsi l'inflation des prix pèse de façon inégale sur celles et ceux dont le salaire ou le revenu disparaissent intégralement dans les dépenses du quotidien (logement, alimentation,



énergie, transports) par rapport à celles et ceux qui consacrent une part importante de leurs revenus aux loisirs et peuvent faire fructifier leur « épargne ». Cette inflation, contrairement aux contes pour enfants de Macron et Le Maire, ne s'évapore pas ! Au mieux elle ralentit son rythme de croissance. Ainsi l'électricité qui prend une part grandissante dans la consommation énergétique va augmenter dès février pour le plus grand bonheur du marché (lire page 8) ! Comme le « bouclier tarifaire » va prendre fin, on ne sait pas quel va être le niveau de cette hausse. Surtout elle s'ajoute aux cumuls des années précédentes,

pas du tout compensés par les augmentations de salaire. Ce ne sont pas les « chèques » ponctuels improvisés par le gouvernement qui en fait la charité à une partie de la population, qui protègent de la pauvreté, de la perte d'un logement dont le loyer est devenu inabordable ou de l'impossibilité de se déplacer parce que les transports deviennent de plus en plus coûteux et impraticables, toujours pour répondre au... marché.

**La société du spectacle... olympique**  
Ces réalités deviennent d'autant plus insupportables que les profits des plus riches augmentent

et s'affichent sans retenue. En 2023, les entreprises du CAC40 ont explosé le record de 2022 (qui était lui-même un record) de profits. Elles ont ainsi versé à leurs actionnaires 97,1 milliards d'euros (contre un peu plus de 80 milliards, l'an passé). Cerise sur le gâteau, les jeux Olympiques, que Macron voudraient nous « vendre » en nous incitant à faire du sport, apparaissent de plus en plus pour ce qu'ils sont : la compétition des investissements, de l'exploitation du travail et du mépris ! Pour les populations des territoires où le spectacle du sport « machine à cash » se déroulera, les jeux Olympiques sont un monde parallèle dont ils sont exclus ! En raison du prix des billets, parce que des quartiers entiers sont mis à la disposition des spectateurs... et des sportifs chargés de les divertir.

### Imposer un « bouclier social »

Il est urgent de ne plus attendre pour s'organiser et penser un « bouclier social » : rattrapage de l'inflation et augmentation des salaires, réquisition des logements vides et construction de logement social. Il est aussi indispensable d'instaurer la gratuité des transports et de l'énergie essentielle, d'embaucher dans les services publics de santé, d'éducation, de la petite enfance et du grand âge, de développer la diversité des cultures et l'agriculture paysanne pour préserver les ressources et donner accès à une alimentation de qualité pour toutes et tous.  
**Cathy Billard et Fabienne Dolet**



### SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE KURDE

Samedi 6 janvier, à Paris, une marche avait lieu pour les six camarades kurdes tués en plein cœur de Paris et réclamer vérité et justice pour le triple assassinat de Sakine, Leyla et Fidan en 2013 et la levée du secret défense ! « Nous serons toujours à vos côtés pour obtenir la vérité et la justice », a déclaré Olivier Besancenot au nom du NPA avant d'ajouter que « nous sommes aux côtés de la lutte du peuple kurde pour son droit à l'autodétermination », de pointer la responsabilité du gouvernement français pour ne « plus jamais signer l'inscription du PKK sur la liste des organisations. C'est un acte politique, pas seulement de l'émotion » et de réclamer la libération des prisonniers politiques.

# PALESTINE Gaza, de la catastrophe au nettoyage ethnique, solidarités!

Il est des vœux de nouvelle année que nous souhaiterions ne pas entendre comme ceux prononcés par Daniel Hagari, porte-parole de l'armée israélienne, qui promet des combats sur Gaza « tout au long de cette année 2024 ».

Israël promet donc de poursuivre pendant plusieurs mois les atrocités alors que, depuis trois mois, près de 23 000 Palestiniens sont morts sous les bombes de l'armée israélienne à Gaza et plus de 300 en Cisjordanie occupée. Pour se rendre compte de l'immensité vertigineuse de ces chiffres devenus d'une banalité macabre, il faut les mettre en parallèle avec les 100 000 morts de ce conflit depuis 1948.

Dès le début du conflit, nous avons craint une nouvelle Nakba, une « catastrophe » comme celle de 1948 qui a vu 800 000 Palestiniens chassés de leurs terres. Aujourd'hui, la totalité de la population de Gaza, plus de 2,1 millions d'habitants, a dû fuir son habitation. Ce n'est alors plus une catastrophe mais un péril qui menace l'existence même du peuple palestinien.

## À Gaza s'installent l'hiver, les pénuries alimentaires et les maladies

« *Lenfer sur Terre* », selon les mots du représentant de l'ONU pour les réfugiés, Philippe Lazzarini. La grande majorité des hôpitaux ayant été très largement touchés (consciemment) par l'armée israélienne, le système de santé gazaoui est en train de s'effondrer laissant des épidémies se propa-

ger rapidement. Plus de 1 million de personnes vivent désormais dans des camps et des abris de fortune où il y a en moyenne une douche pour 4 500 personnes et 1 toilette pour 220 personnes. L'ONU a recensé 14 maladies à potentiel épidémique : infections à staphylocoques, varicelle, méningite, oreillons, gale, rougeole, intoxications alimentaires... Les enfants sont les plus fragiles et les plus touchés par ces risques majeurs. Une tactique de guerre éculée de la part de l'armée israélienne qui a d'abord fait fuir les habitants du nord de la bande de Gaza vers le sud pour désormais pilonner ce territoire, organiser la pénurie alimentaire et laisser les épidémies se développer. Un crime contre l'humanité en direct!

## De la catastrophe au nettoyage ethnique

Un peu trop visibles sur les étals des librairies en cette période de fêtes, les exemplaires du livre *le Nettoyage ethnique de la Palestine* de l'historien israélien Ilan Pappé ont été retirés de la vente par les éditions Fayard, propriété de Bolloré. Pour ne pas y lire quoi? Premièrement qu'un nettoyage ethnique, crime contre l'humanité, consiste à déplacer par la force des populations afin d'homogénéiser ethniquement



un territoire. Cela s'est traduit en 1948 par l'expulsion des Palestiniens de leurs maisons et leur installation dans des camps de réfugiés. Cela se traduit aujourd'hui par l'expulsion de millions de gazaouis de leurs appartements et par la colonisation galopante en Cisjordanie occupée. Et Ilan Pappé d'insister : les expulsions, les camps de réfugiés... ne sont pas les conséquences tragiques des guerres, mais bien le projet lui-même de la colonisation sioniste et du nettoyage ethnique nécessaire pour y parvenir. L'extrême droite sioniste au gouvernement ne cache pas ses intentions : poursuivre ce nettoyage ethnique en cours depuis 75 ans et poursuivre

la colonisation. Quelques voix s'offusquent poliment au sein du gouvernement, les USA font mine de condamner de tels propos, mais le projet politique reste le même : construire un État israélien homogène, « État nation du peuple juif » depuis la révision constitutionnelle de 2018, de la mer au Jourdain.

## « Tout au long de cette année 2024 », solidarités!

La guerre s'annonce longue, les résistances et les solidarités doivent donc aussi en prendre la mesure. Premièrement, en poursuivant les mobilisations de rue, élément central qui permet de ne pas faire tomber dans l'oubli et l'indifférence les milliers de morts, en réinventant ces mobilisations, en ne les ritualisant pas, en osant des formes originales de mobilisations. Ensuite, la Palestine doit être partout, dans toutes les autres mobilisations (à commencer par celle contre la loi immigration), nous devons tisser des ponts entre nos luttes et la solidarité internationale. Et pour cela, continuer de faire vivre des comités de base, dans les fachs, les quartiers, les villes... les plus larges et populaires possible. Enfin, construire toujours et dans tous les domaines la campagne BDS. **lan Stemmelen**

# ANTIRACISME La « loi immigration » votée, une attaque contre touTEs les travailleurEs

Nul besoin d'attendre la décision du Conseil constitutionnel le 25 janvier pour savoir que la loi votée le 19 décembre est discriminatoire et instaure une rupture politique sans égale.

La loi prévoit que les travailleurEs seront soumis à l'arbitraire le plus total, puisque les préfets auront un pouvoir discrétionnaire de régularisation des travailleurEs sans-papiers dans les métiers dits « en tension ». Un titre de séjour d'un an sera délivré au cas par cas, à condition d'avoir résidé en France pendant au moins trois ans et exercé une activité salariée durant au moins 12 mois sur les 24 derniers. Une « expérimentation » qui s'appliquerait jusqu'à la fin 2026.

Malgré leur inconstitutionnalité, des quotas afin de « plafonner pour les trois années à venir » le nombre d'étrangerEs admis sur le territoire (hors demandeurEs d'asile) seraient instaurés. Les étudiantEs étrangers devront verser une caution pour recevoir un titre de séjour.

## Principe de solidarité attaqué

La loi a non seulement été votée avec les voix du RN, mais elle reprend les principes xénophobes de la politique sociale du parti des Le Pen et remet en cause aussi les principes de la Sécurité sociale.

Les prestations sociales non contributives, en théorie non soumises au versement préalable de cotisations et reposant sur un principe de solidarité (et non sur une logique d'assurances), comme les allocations familiales, seront versées de manière beaucoup plus restrictive. Ainsi, les allocations familiales, l'aide au logement (APL), la compensation du handicap, accessibles à partir de six mois de résidence en France jusqu'ici, seront conditionnées à cinq ans de résidence pour les étrangerEs qui ne travaillent pas et deux ans et demi pour ceux qui travaillent. Élisabeth Borne a présenté un compromis : conditionner le versement de l'APL à trois mois pour ceux qui travaillent!

Il s'agit donc de mettre en place des périodes d'exclusion pour l'accès aux aides au logement et aux allocations familiales, comme en rêvait le Rassemblement national.

## Cotiser, percevoir

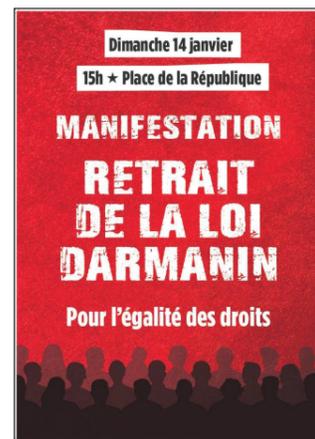
Dans une tribune parue le 3 janvier, Elvire Guillaud et Michaël Zemmour, économistes, rappelaient cette évidence : « en introduisant une restriction liée à la

nationalité sur l'accès à une prestation de sécurité sociale, il rompt avec les principes historiques de celle-ci, instaurant un lien direct entre cotisation et affiliation ».

En attaquant le principe de l'ordonnance du 4 octobre 1945 qui institue dans son article premier « une organisation de la Sécurité sociale destinée à garantir les travailleurs et leurs familles contre les risques de toute nature susceptibles de réduire ou de supprimer leur capacité de gain, à couvrir les charges de maternité et les charges de famille qu'ils supportent », c'est à la solidarité de touTEs travailleurEs que la loi s'en prend.

Et pour cause, le RN comme les macronistes roule pour le système capitaliste, son ordre réactionnaire et, pour le maintenir, n'ont d'autres réponses que des solutions racistes.

Une logique dont fait les frais aussi l'accès aux soins. L'aide médicale d'État (AME) est remplacé par une aide médicale d'urgence (AMU) qui ne permettrait plus les remboursements des prestations médicales et donc serait un obstacle à l'accès aux soins. Pour défendre les profits (une fois de plus records en 2023), il s'agit



d'entretenir la suspicion envers les travailleurEs étrangerEs, de saper la solidarité entre les travailleurEs en s'attaquant aux plus fragiles.

Le 14 janvier à l'appel des organisations de sans-papiers et le 21 janvier à l'appel des organisations syndicales et de personnalités, il nous faudra être très nombreux dans la rue pour que cette loi raciste ne soit pas appliquée et pour empêcher les idées fascistes d'avancer. Et nous réclamerons l'ouverture des frontières et la liberté de circulation. **S. Bernard et Clémentine Berthe**



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

**l'Anticapitaliste.org**

## No comment

À son poste de ministre de l'Éducation nationale, il [Gabriel Attal] fait le job, en venant même piller un petit peu les mesures de notre programme [interdiction de l'abaya, port de l'uniforme à l'école pour lequel Perpignan est candidate à l'expérimentation].

LOUIS ALIOT, vice-président du RN, sur RTL le 9 janvier

## Agenda

**Jeudi 11 janvier, mobilisation à l'occasion du procès contre les violences policières subies par Genviève Legay, Lyon.** De 9h30 à 19h, à la bourse du travail de Lyon (205 Place Guichard, Lyon 3<sup>e</sup>), débats, concert, tables rondes. À l'appel d'Attac.

**Jeudi 11 janvier, rassemblements féministes devant toutes les préfectures ou palais de Justice de France.** À 10h.

**Samedi 13 janvier, manifestation de solidarité avec la Palestine, Paris.** À 14h30, place de la République. À l'appel du collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens (CNPJDP) et de Urgence Palestine.

**Dimanche 14 janvier, journée nationale de manifestations contre la loi Darmanin.** À Paris, départ 15h, place de la République.

## l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6500 exemplaires

**Directeur de publication :**  
Julien Salingue

**Secrétaire de rédaction :**  
Fabienne Brifault

**Maquette :**  
Ambre Bragard

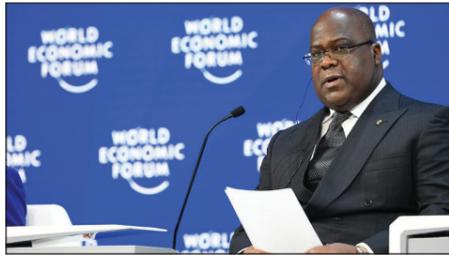
**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 21  
Mail : rotoimp@wanadoo.fr



## AFRIQUE CENTRALE Tshisekedi ou la République démagogique du Congo

Malgré un bilan désastreux le président sortant Tshisekedi, en jouant sur la fibre patriotique contre le Rwanda, a remporté les élections contestées par une opposition divisée.

Score écrasant pour le président de la République démocratique du Congo Félix Tshisekedi, qui recueille près de 73% des voix, loin devant Moïse Katumbi qui en obtient 18%. Martin Fayulu, considéré par beaucoup comme le gagnant des élections de 2018, obtient un peu plus de 5%. Le score des autres candidats, comme Denis Mukwege, n'atteint pas les 1%.



Félix Tshisekedi. DR

### Victoire électorale contestable

L'opposition proteste et parle de simulacre d'élections. Le scrutin qui concerne aussi les élections provinciales législatives et municipales a été chaotique. Près de 8000 incidents ont été enregistrés par l'Église catholique et protestante qui a déployé des milliers d'observateurs. Leur rapport indique qu'un candidat, qu'elle ne nomme pas, a largement dépassé la majorité des voix. Cela donne du crédit à la victoire du président sortant même si son résultat a dû être largement gonflé par les fraudes.

La politique répressive de Tshisekedi lors des élections et l'utilisation des moyens étatiques pour mener sa campagne lui a permis d'occuper largement le terrain, relayé quotidiennement par les médias gouvernementaux.

Il a su aussi étoffer, au fil de son mandat, le camp présidentiel en nommant deux vice-Premiers ministres : Vital Kamerhe, très implanté à l'Est du pays et coupable de corruption, et Jean-Pierre Bemba, notable de la province de l'Équateur dont la milice fut impliquée dans les crimes de guerre en Centrafrique.

Félix Tshisekedi a réussi un tour de force. Utiliser son échec sur les questions sécuritaires dans l'Est du pays en focalisant les critiques sur le dirigeant rwandais Paul Kagamé, soutien de la milice armée M23 qui terrorise les populations du Kivu. En centrant sa campagne sur ce thème, il a bénéficié des sentiments patriotiques des Congolais.

### Les égots personnels de l'opposition

En bon politicien, le président sortant a profité du débat récurrent sur la « congolité » pour discréditer son principal challenger Moïse Katumbi au motif qu'il ne serait pas un vrai congolais du fait de la nationalité grecque de son père. Autre candidat victime des propos xénophobes, Denis Mukwege. Il est accusé d'être le candidat de l'étranger car adoubi par les Occidentaux en recevant le prix Nobel de la paix pour ses actions continues en faveur des femmes victimes des violences sexuelles des milices armées.

Avec pléthore de candidats à l'élection présidentielle aux égots bien portants, une absence de vrai programme politique, les oppositions ont été incapables de présenter une alternative à un Tshisekedi dont le bilan est pourtant peu reluisant.

Désormais, le nouveau vainqueur a les mains libres pour intensifier la répression politique, voire utiliser la question de la « congolité » pour promouvoir un changement de Constitution. Ce qui lui permettrait de briguer un troisième mandat en imitant la plupart de ses collègues potentats du continent.

Paul Martial

### À lire sur le site



La guerre en Ukraine : agenda pour la gauche, par Oleksandr Kyselov

## USA Biden et Trump s'accusent mutuellement de mettre fin à la démocratie américaine

La nouvelle année a été marquée par les premières salves dans la bataille pour la présidence des États-Unis lors des élections de novembre 2024 : le président Biden et l'ancien président Trump se sont mutuellement accusés d'être des dangers pour la démocratie américaine.

Les deux candidats affirment qu'il s'agit d'une élection qui ne porte pas tant sur les politiques que sur le sens même du gouvernement et de la société. Dans le même temps, la Cour suprême fédérale vient d'annoncer qu'elle se pencherait sur la question du Colorado et du Maine, qui ont rayé la candidature de Trump du futur scrutin pour avoir encouragé et fomenté une insurrection contre les institutions. Et les premières primaires ne sont plus qu'à quelques jours, l'Iowa le 15 janvier et le New Hampshire le 28 janvier.



DR

### L'insurrection du Capitole

Profitant du troisième anniversaire de l'insurrection du 6 janvier 2021 et de la tentative de coup d'État au Capitole de Washington, Biden a prononcé un discours cinglant dans lequel il a accusé Trump de tenter de détruire les institutions fondamentales de la démocratie américaine, et ce, à Valley Forge en Pennsylvanie, le bivouac de l'armée de George Washington pendant la guerre d'indépendance américaine.

« Aujourd'hui, nous sommes ici pour répondre à la plus importante des questions : la démocratie est-elle toujours la cause sacrée de l'Amérique ? Il ne s'agit pas d'une question rhétorique,

académique ou hypothétique. La question de savoir si la démocratie est toujours la cause sacrée de l'Amérique est la question la plus urgente de notre époque », a déclaré Biden. « C'est l'enjeu de l'élection de 2024 ». « Nous devons être clairs », a affirmé Biden. « La démocratie est sur le bulletin de vote. Votre liberté est en jeu ».

Trump a répondu en accusant Biden d'être « alarmiste ». Il affirme que Biden est le « véritable danger pour la démocratie ». Trump accuse Biden d'utiliser le ministère de la Justice pour le persécuter, l'ancien président étant désormais accusé de délits dans plusieurs affaires fédérales et au niveau des États. Trump prévient que si les Démocrates peuvent lui

faire cela, ils peuvent le faire à n'importe qui. Il défend l'insurrection du 6 janvier comme une protestation légitime, faisant l'éloge des personnes condamnées et emprisonnées comme si elles étaient des héros, et continue d'affirmer que l'élection de 2020 lui a été volée par Biden et l'« État profond ».

### Nécessité d'un troisième parti

Trump continue de devancer les autres candidats à la primaire républicaine de 30 points et les derniers sondages montrent que Trump et Biden sont au coude à coude. Le principal argument de Trump est que Biden est « corrompu et incompetent », notamment parce qu'il n'a pas réussi à contrôler l'immigration

à la frontière sud. Avec des mots qui rappellent ceux d'Adolf Hitler dans *Mein Kampf*, il déclare : « L'immigration clandestine empoisonne le sang de notre nation. Ils viennent de prisons et d'institutions psychiatriques, du monde entier ». Dans ses discours, il fait l'éloge de dirigeants autoritaires comme Kim Jong-un, qu'il qualifie de « très gentil ». Et il cite Vladimir Poutine en disant que Biden le persécute. Jusqu'à présent, les candidats des autres partis ou ceux qui se présentent en tant qu'indépendants, de Jill Stein du Parti vert aux indépendants, Cornel West et Robert F. Kennedy Jr., n'ont pas bénéficié d'une grande couverture médiatique ni du soutien du public. Pourtant, selon un récent sondage Gallup, 63% des AméricainEs affirment qu'un nouveau troisième parti serait nécessaire. Mais les dirigeants des syndicats, les principales organisations noires et latinos et les groupes de femmes restent fidèles aux Démocrates, et il n'y a pour l'instant aucun signe de fissure. Avec les congés derrière nous, la compétition Biden-Trump dominera l'actualité tout au long de l'année 2024. Bien que formulé en termes de lutte pour la démocratie, il s'agit en réalité d'un combat entre Biden, leader du parti de la ploutocratie des grandes entreprises et néolibérale, et Trump, qui représente un mouvement à tendance autoritaire et quasi fasciste.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

## CARAÏBES Cuba, le rêve révolutionnaire

Le 1<sup>er</sup> janvier 1959, au moment de l'effondrement de la dictature militaire soutenue par les États-Unis, les « barbudos » (barbus), partisans du Mouvement du 26 juillet, et les masses populaires de Cuba ont réussi le pari de la révolution, la première en Amérique latine. Sa puissance change radicalement le visage du continent et son avenir.

Ce 1<sup>er</sup> janvier, nous avons célébré le 65<sup>e</sup> anniversaire de la victoire de la Révolution cubaine, point de bascule dans la vague des luttes de libération nationale (anticoloniales et anti-impérialistes) de la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle. La compréhension de son passé et de son présent est incontournable pour tous les révolutionnaires.

### Vague anti-impérialiste

Les premières décennies ont été marquées par l'idéalisme d'une révolution triomphante, avec l'élan enthousiaste d'un peuple engagé dans la construction d'un pays qui se voulait « démocratique, populaire et anti-impérialiste », puis résolument socialiste lorsque la pression des États-Unis s'est intensifiée. Les transformations survenues durant ces premières années sont profondes et variées, incluant la réforme agraire, la nationalisation des banques et des entreprises stratégiques, l'universalisation de l'éducation et la gratuité des services publics. Parmi ces transformations, la campagne d'alphabétisation a été certainement celle qui a eu l'impact le plus profond dans l'île. Elle a constitué un moment fondateur non seulement parce qu'elle a permis d'éliminer l'analphabétisme,

«...où est-il passé ce Don Quichotte communiste ? / qu'est-ce qu'il était gros le moulin où sa lance s'est brisée, / ou l'hallucination qui a troublé son espoir ? / Hélas pour la génération / qui paiera les désastres de ce cyclone ! » *Métamorphose*, de Santiago Feliú.

qui touchait 57% de la population au moment de l'insurrection, mais aussi parce qu'elle a formé toute une génération de jeunes censés bâtir une société socialiste. Ces jeunes ont été confrontés, parfois pour la première fois, à l'extrême misère de la population et à la nécessité vitale d'une transformation sociale.

La révolution a attiré à Cuba des milliers d'intellectuelEs, des militantEs ou des simples spectateurEs du monde entier, qui sont souvent retournés chez elles et eux pour lutter à leur tour afin de diffuser les idées révolutionnaires. Avec Che Guevara comme symbole suprême de cet internationalisme, la vague révolutionnaire s'est propagée partout, surtout en Amérique latine, où une génération entière a donné vie (et parfois sacrifié sa vie) à des luttes révolutionnaires, notamment la révolution nicaraguayenne de 1979 et, une décennie plus tard, le soulèvement zapatiste de 1994.

### Après la chute du mur de Berlin

Longtemps harcelée et traquée par les États-Unis, victime de nombreuses attaques terroristes et soumise au blocus le plus long de l'histoire, Cuba a traversé une crise qui semblait sans fin. Dénommée « la période spéciale de guerre en temps de paix », celle-ci a été avant tout causée par

la chute du mur de Berlin ayant effacé d'un coup 80% de ses échanges économiques. Face à un mécontentement grandissant, le gouvernement a dû changer ses priorités : de la « construction du socialisme » à la « défense du socialisme », puis à la « défense des acquis du socialisme ». À chaque changement de slogan, une nouvelle renonciation aux principes révolutionnaires s'imposait. L'auto-organisation des masses a été hélas la première à être sacrifiée.

Aujourd'hui, la société issue de la révolution peine à survivre car elle doit faire face aux pénuries d'une économie mixte impliquant des inégalités sociales profondes et un vide démocratique dont les manifestations du 11-J (11 juillet 2021) révèlent la profondeur. Si la résignation et la passivité ont remplacé l'enthousiasme, il reste sur l'île une large base résistante qui, voyant les ravages causés par l'abandon du projet socialiste et l'affirmation de la démocratie libérale dans de nombreux pays du monde, refuse, encore aujourd'hui, de céder aux pressions impérialistes.

Dans ce contexte, le futur de Cuba sera déterminé par la capacité de cette base, qui reflète encore les aspirations des classes populaires du monde, à relancer un projet révolutionnaire, populaire et émancipateur.

Nicolas Menna

ÉLECTIONS EUROPÉENNES

# L'EUROPE, LA FORTERESSE AU SERVICE DES PROFITS

Du 6 au 9 juin prochain, près de 400 millions de personnes dans 27 États seront appelées à élire les députés au Parlement européen. Petit retour sur l'histoire de la construction européenne et les institutions dont elle s'est dotée. Dossier réalisé par Roseline Vachetta

**Le chiffre**

**845 milliards**

C'est le budget de Frontex en 2023.

## L'Union européenne, offensive de classe du capitalisme

Deux décisions vont permettre cette Europe-là. En 1945, Roosevelt, Churchill et Staline signent l'accord de Yalta. Ils veulent réorganiser l'Europe après la capitulation de l'Allemagne, se répartir l'occupation de son territoire, redessiner les frontières de plusieurs États européens et garantir la stabilité du nouvel ordre international. Les vainqueurs se partagent le monde. En 1947, le plan Marshall officialise un prêt américain de 16 milliards de dollars pour la reconstruction européenne à condition d'importer pour un montant égal des équipements et des produits américains. Double intérêt pour le capitalisme étatsunien : écouler les surplus d'une croissance économique florissante et implanter ses firmes sur le sol européen. Truman, président des USA, veut contenir le communisme, il va donc faciliter la création d'une Europe capitaliste, censée être plus désirable pour les populations que l'économie planifiée soviétique. Dès les prémices de l'Europe, les peuples ont été ignorés,

À la fin de la guerre, de nombreuses villes, les transports, les logements, les usines, les infrastructures et bon nombre de sites industriels sont détruits. Les emplois ont disparu, la pauvreté est partout. Il faut reconstruire. Ce sera une Europe non pas pour répondre aux besoins immenses des peuples mais pour satisfaire les profits des plus riches.

tenus à l'écart des décisions qu'ils vont subir.

### La construction de l'Europe capitaliste

La fabrication du droit européen va reposer sur les traités signés entre les États, au service des intérêts des capitalistes. En 1951, l'Europe des Six (Belgique, Allemagne, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas) voit le jour avec la création de la CECA (Communauté économique du Charbon et de l'Acier) pour une durée de cinquante ans. Il s'agit de réconcilier la France et l'Allemagne autour d'un intérêt commun pour assurer la paix et la prospérité économique entre les États européens. En 1957, deux traités de Rome. L'un crée EURATOM, à durée illimitée, afin de coordonner les recherches pour le développement rapide de l'énergie nucléaire civile. L'autre crée la CEE (Communauté

économique européenne) : lancement du grand marché européen. Plusieurs politiques communes sont instituées. Les fonds alloués à ces politiques vont d'abord à l'agroalimentaire et à l'industrie productiviste. En 1986, l'Acte unique élargit le domaine des marchandises à l'ensemble des services publics. La concurrence libre et non faussée devient obligatoire, d'où une très grande vague de libéralisations. La transposition des directives dans chaque État conduit à d'importantes privatisations dans l'ensemble des services publics (tous les transports, la poste, les télécoms, l'électricité, le gaz, puis la santé et l'éducation). C'est aussi le démantèlement des règles de travail et des protections sociales. En 1993, le traité de Maastricht institue l'Union européenne (UE). C'est l'achèvement de l'Union économique avec la



libre circulation des capitaux, des biens, des personnes et des services. Et la mise en place de la monnaie unique. La Banque centrale européenne, complètement indépendante, gère l'euro et

la stabilité de la monnaie. Les fameux « critères de Maastricht » encadrent de manière drastique les budgets nationaux. Le tournant autoritaire se renforce : politique européenne de sécurité com-

mune (la PESC) et coopération policière et judiciaire. Les traités d'Amsterdam (1997) et de Lisbonne (2007) — ce dernier établissant la Constitution européenne battue en brèche en France lors du référendum de 2005, mais ratifié par Sarkozy en 2008 avec l'approbation de Hollande — visent le plein emploi, l'égalité hommes/femmes, le respect des droits humains et la sécurité. Seul le volet sécurité s'est réalisé. Le budget de Frontex a explosé : il est passé de 6 milliards à sa création en 2005 à 845 milliards en 2023 ! Sa première mission est le refoulement des migrantEs. Avec la casse des services publics, la dérégulation de l'ensemble des conquêtes sociales et une xénophobie meurtrière, l'Europe (27 États à ce jour depuis le retrait du Royaume-Uni en 2020) est une manne généreuse pour les capitalistes et un danger mortel pour les peuples.

## Loin des peuples, leur gouvernance européenne

Le Conseil ou Sommet européen, c'est la réunion plusieurs fois par an des chefs d'État. Il donne les grandes orientations.

### Conseil, commission, Parlement

Elles sont ensuite examinées par la Commission qui, elle seule, possède le monopole des propositions de lois et de règlements. Les commissaires sont nommés par les gouvernements. Les débats de la Commission sont confidentiels ; celle-ci exécute et gère les politiques communes, comme la PAC, la politique économique... Elle veille au respect de la concurrence « libre et non faussée ». Elle défend les intérêts de l'UE dans les négociations de l'OMC sur les bases décidées en Conseil des ministres. Le Conseil des ministres, composé d'un ministre par État pour chacune des thématiques (économie, agriculture etc.) incarne les intérêts nationaux. Il est décisionnaire, se réunit à huis clos. Seules la Commission et la Banque

Les institutions européennes sont issues directement des gouvernements européens de « gauche » comme de droite. Comme les traités, elles sont non seulement loin des peuples mais contre leurs intérêts. Description rapide de celles-ci.



PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

centrale sont invitées à ses réunions. Le Parlement européen, seule instance élue au suffrage universel, est celle qui a le moins de pouvoirs. Jusqu'en 1992, elle ne possédait d'ailleurs qu'un avis consultatif. Aujourd'hui, le Parlement agit en co-décision avec le

Conseil des ministres. Il ne peut décider seul et, en cas de désaccord, la décision revient le plus souvent au Conseil. Il n'a donc de parlement que le nom.

### L'UE, la fête aux patrons !

Une autre instance mérite d'être nommée dans cette

architecture antidémocratique, la Cour de justice. Elle tranche les litiges, elle peut créer du droit, et ses arrêts (ses décisions) ont force exécutoire y compris sur les gouvernements nationaux. Par exemple, elle a légalisé par deux fois un dumping social et tenté d'interdire

**Le Parlement européen, seule instance élue au suffrage universel, est celle qui a le moins de pouvoirs**

les grèves de travailleurEs pour non-respect de la liberté de circulation. Elle agit sur plainte d'un État, de la Commission le plus souvent ou d'une entreprise privée. Ses juges sont élus par les gouvernements. Autant dire que la séparation des pouvoirs et l'indépendance n'existent pas. Le tableau ne serait pas complet si on n'évoquait pas les nombreux lobbys installés légalement autour de la Commission et du Parlement européen pour influencer la décision publique, afin de défendre leurs intérêts sectoriels, augmenter encore leurs

profits en fait. Aujourd'hui 12500 lobbys font de l'expertise, du conseil, de l'écriture d'amendements des textes pour les commissaires et les députés. Très majoritairement, ce sont de puissantes firmes industrielles. Il existe trois regroupements de lobbys patronaux, européens et américains, avec des objectifs de lutte clairs comme « stimuler la compétitivité mondiale de l'industrie européenne en prônant la baisse du salaire minimum, la réduction des dépenses de sécurité sociale et la privatisation des services publics dont l'éducation » (table ronde des industriels, ERT) ou obtenir des assouplissements contre les timides décisions de lutte contre le réchauffement climatique. Leur Europe n'est pas réformable. Elle est un outil majeur de domination des opprimés et exploités, un élément puissant du capitalisme mondial.

## CULTURE Mont-Saint-Michel: la grève!

Décidément, ils ne respectent rien! Depuis plusieurs semaines, l'accès à « la merveille » est affecté par la grève reconductible des travailleurEs du Mont. Celles et ceux qui doivent en permettre la visite, qui assurent la billetterie, les « petites mains » du Mont-Saint-Michel, ont dit « ça suffit »!

Chaque jour, par milliers, chaque année par millions, les visiteurEs se pressent aux portes du Mont-Saint-Michel pour visiter la « merveille ». Pour celles et ceux qui y viennent une fois, la montée des marches est au pire un mauvais moment à passer, au mieux un souvenir familial partagé. Le froid, l'humidité, les courants d'air permanents, de petits inconforts passagers, que l'on oublie devant un chocolat chaud — qui par ailleurs coûte un bras! Eh oui, de l'argent, il y en a qui ruisselle, sous les pavés de la ruelle qui mène à l'abbaye!



Grève sur le Mont! DR

### TravailleurEs, au Mont!

Dans ce cadre divin, le diable est dans les détails! C'est que, pour les travailleurEs du Mont, les 350 marches, c'est le pain quotidien. « En plus, nous, on n'arrête pas, nous dit Herminia, gréviste de la CGT, alors c'est 1500 à 2000 marches par jour! » Le matin à l'ouverture, il leur faut les avaler à toute vitesse car les horaires de la navette qui leur est dédiée ne leur laisse pas suffisamment de temps, et il faut foncer pour aller ouvrir! Le petit vent glacial et l'humidité ambiante font le reste pour créer des problèmes pulmonaires et musculo-squelettiques qui sont le lot des employéEs du Mont. On appelle ça la pénibilité du travail, et la beauté du site, la magnificence des paysages n'y changent rien, c'est à l'employeur — ici, le Centre des monuments nationaux, qui gère une centaine de sites — de la prendre en charge, en aménageant le travail et en le rémunérant! « Mais comme ils sont loin de nous, insiste Herminia! De Paris, ils ne se rendent pas compte de la réalité de notre travail. Quand on parle avec eux, ils ne comprennent pas! »

### Grève reconduite

C'est ce que réclament les grévistes dans un communiqué intersyndical (CGT, CFDT, Sud): « Depuis le 26 décembre les agents de l'abbaye du Mont-Saint-Michel se mobilisent pour des créations de postes en CDI, leurs conditions de travail, les conditions d'accueil du public et la reconnaissance financière de leur expertise. Les négociations préalables avec la direction n'ayant pas permis d'avancées significatives les agents ont donc décidé de se mettre en grève reconductible jusqu'à nouvel ordre ».

Les grévistes, une quinzaine, soit la moitié des 30 employéEs (et la presse l'a souligné, les non-grévistes... soutiennent le mouvement!) attendus chaque jour sur le site, se retrouvent chaque matin au cours d'assemblées générales qui décident de la conduite de la lutte. La séance de négociations du 3 janvier n'ayant pas abouti, l'AG du samedi 6 janvier a reconduit la grève. L'accès au Mont-Saint-Michel reste possible, mais à des horaires réduits, et le plus souvent gratuit.

Louison Le Guen

# PAS-DE-CALAIS Un territoire exposé, une catastrophe prévisible

Dans le Pas-de-Calais, la région de Saint-Omer est une basse plaine, très plate, traversée par de nombreux cours d'eau, dont l'Aa, et leurs affluents. Une région où l'écoulement des eaux vers la mer a toujours posé un problème. Le marais audomarois, près de 4000 ha de superficie consacrés au maraîchage, à 0 mètre d'altitude, en est le symbole.

Un très ancien système de canaux (les wateringues) permet — à condition qu'ils soient entretenus régulièrement — de drainer les zones humides ou inondables et ainsi protéger les terres agricoles et les habitations. Ce territoire fragile et vulnérable est particulièrement exposé au dérèglement climatique.

### Des crues historiques

Les habitantEs y ont déjà subi des inondations. En 2002, une crue (que l'on disait historique) avait entraîné de nombreux dégâts et suscité des aménagements (bassins de rétention, champs d'épandage, construction de digues et plantation de haies). Mais cela n'a pas suffi! Le niveau exceptionnel de 2002 a été dépassé en novembre 2023, qui a lui-même été dépassé en janvier 2024. Et donc, pour la troisième fois en deux mois, des pluies abondantes ont inondé près de 200 communes.

Tout se combine, les pluies à répétition gorgent la terre d'eau, la montée régulière du niveau marin freine l'évacuation des eaux vers la mer, beaucoup de haies qui ralentissent les ruissellements ont été arrachées. Mais la cause principale reste l'urbanisation et l'artificialisation des sols qui nuisent à l'infiltration des eaux. Malgré les réglementations, de nouveaux parkings, zones commerciales et industrielles



ont concentré les ruissellements dans les fonds plats des vallées. Les dégâts sont déjà considérables pour les habitantEs qui ne savent pas s'ils pourront rester, qui craignent que des épisodes de gel ne viennent aggraver la situation, pour les agriculteurEs dont les champs gorgés d'eau ne peuvent être travaillés, pour tous les artisans et les PME qui ont été à l'arrêt.

### Solutions techniques et réponses politiques

La solidarité entre les habitantEs, les communes ne parvient pas à cacher l'amertume et la colère contre les pouvoirs publics. « Ce qu'on vit ce n'est pas dans

le manuel », a dit Béchu, ministre de l'Écologie, oubliant toutes les alertes des scientifiques, révélant un manque d'anticipation inquiétant face aux conséquences prévisibles du dérèglement climatique.

Aujourd'hui, la répétition et l'importance des pluies montrent que la menace n'est plus exceptionnelle mais qu'elle doit être intégrée à toutes les politiques d'urbanisme et d'aménagement du territoire.

Les réponses techniques ont une efficacité relative comme le souligne l'ingénieure hydrologue Charlene Descollonges: « pomper et rejeter l'eau au niveau des écluses de mer est très éner-

givre et ne suffira pas. Rehausser les digues coûtera très cher et ne suffira pas non plus ». Nous devons repenser nos manières d'habiter les territoires, « laisser leur place aux rivières », limiter au maximum l'artificialisation des sols, développer une agriculture respectueuse des haies, des fossés naturels.

### Curage ou pas curage?

Christophe Béchu veut modifier la réglementation pour « faciliter le curage » des cours d'eau. Les règles en question sont celles qui protègent la biodiversité... mais peu importe pour le ministre de l'Écologie. Le curage — extraire les sédiments accumulés au fond d'une rivière ou d'un canal — est une « fausse bonne idée », dit Philippe Lagauterie, membre de France Nature Environnement, ancien directeur régional environnement dans le Pas-de-Calais. Curer en amont déportera la charge des inondations sur des zones à l'aval. Côté environnement, « le curage va détruire le fond biologique de la rivière, le biotope, qui détient un pouvoir épurateur ». Si dans certains cas cette pratique est utile (plusieurs canaux du Pas-de-Calais sont régulièrement curés par Voies navigables de France), elle doit être contrôlée par des écologues et des hydrologues: un cours d'eau ne doit pas être curé, il doit s'autonettoyer.

Commission nationale écologie

## ÉDUCATION Un plan d'urgence pour le 93

La question d'un plan d'urgence pour les services publics et en particulier pour l'école est un véritable « serpent de mer » en Seine-Saint-Denis (93).

En novembre 2023, deux députéEs (PCF et Renaissance) écrivaient dans un bilan des dispositifs mis en place depuis 2018: « non seulement l'école ne réduit pas les inégalités de naissance, mais elle les creuse. C'est l'inverse de la mission d'une école qui tiendrait sa promesse républicaine ».

### Pas question de se résigner

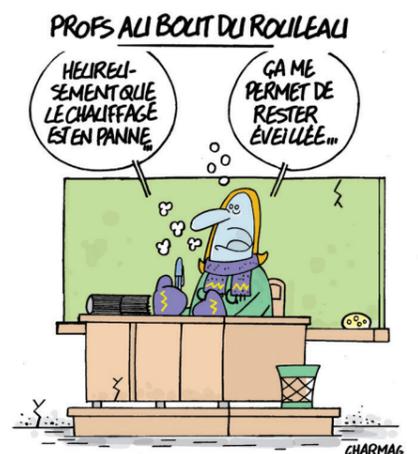
C'est aussi le bilan de tous les personnels de l'Éducation nationale qui refusent de continuer de voir se dégrader leurs conditions de travail et se sentir impuissantEs voire défaillantEs face aux besoins des élèves. D'autant qu'il y a aussi dans ce département une histoire de luttes victorieuses. En 1998, des mois de mobilisations menées collectivement par les personnels, les élèves et leurs familles avaient imposé un plan de rattrapage: dotation de 3000 postes et classement de la quasi-totalité des établissements en Éducation prioritaire (ZEP ou Politique de la Ville). En 2014, une nouvelle mobilisation des enseignantEs et parents imposait la création de 500 postes supplémentaires dans le premier degré. Malheureusement, en l'absence de rapport de forces maintenu, en 25 ans l'Éducation prioritaire a été démantelée et les conquies grignotés. De quoi alimenter la réflexion.

### Et passer à l'offensive

Depuis plusieurs années, la discussion tournait dans les équipes syndicales. À la rentrée 2023, la CGT Educ Action 93, la FSU 93, Sud Éducation 93 et la CNT 93 ont construit ensemble un formulaire de recensement, sur la base des revendications de chaque école et établissement du département. Et surtout, en parallèle des discussions pour contrer les attaques gouvernementales (contre la voie professionnelle, le collège unique, la liberté pédagogique), les équipes syndicales ont fait des tournées locales. Cela a été l'occasion d'échanges entre profs et de prises de contact entre collègues travaillant à proximité mais qui ne se croisent pas.

### Lancement de campagne

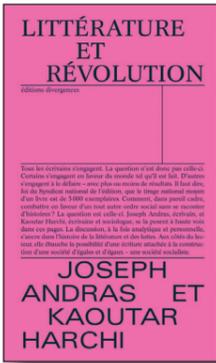
Le 21 décembre, 150 militantEs des 4 organisations syndicales se sont retrouvés à la Bourse du travail de Bobigny en présence de Sophie Binet (CGT), Benoît Teste (FSU) et Simon Duteil (Solidaires), pour le lancement de la campagne revendicative. L'état des lieux précis des besoins permet de mesurer l'urgence et le niveau des revendications. En effet, pour assurer aux enfants du 93 un accès digne à l'éducation, il faut imposer au gouvernement deux collectifs budgétaires:



un sur le bâti (20 collèges manquent, des rénovations massives d'écoles et lycées sont indispensables) et un autre sur les moyens humains. Les chiffres sont clairs: il manque 5000 postes d'enseignantEs, 175 de CPE, 2200 d'AESH pour assurer l'inclusion, 600 d'assistantEs d'éducation et 320 assistantEs pédagogiques, sans compter médecins et infirmierEs scolaires, assistantEs socialEs et psychologues.

Reste maintenant à établir un plan de mobilisation des personnels, des parents, des élèves et de la population contre la discrimination subie par le 93. Première étape le jeudi 1<sup>er</sup> février dans le cadre de la journée nationale de mobilisation de l'Éducation. **CorrespondantEs**

# Culture



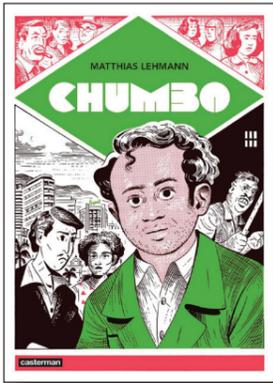
**ESSAI Littérature et Révolution, de Joseph Andras et Kaoutar Harchi**

Éditions Divergences, 240 pages, 16 euros. Parution : 12 janvier 2024.

Placé sous le très intimidant patronage de Léon Trotski et de Victor Serge, cet ouvrage étonnant rejoint la catégorie des agitateurs de neurones... La forme du livre – une conversation entre Joseph Andras et Kaoutar Harchi – est assez déroutante. Si tous deux affichent le souci d'une relance permettant à l'autre de développer son discours propre, les transitions semblent parfois artificielles, voire maladroites. Par ailleurs, la première partie, *Écrire*, qui voit les protagonistes de l'entretien afficher leur abandon de la fiction, suscite une certaine perplexité. Les développements sur la nécessité de l'écriture d'un point de vue politique contribuent à forger un premier sentiment mitigé... Puis peu à peu, dans la deuxième partie, *Combattre*, la discussion prend forme et confronte des énoncés qui s'opposent en partie mais qui s'alimentent aussi l'un

l'autre. Les deux auteurEs se placent dans le champ politique et, comme le titre du livre l'indique, leurs références se situent très loin à gauche ! Kaoutar Harchi, écrivaine et sociologue, qui « porte son attention sur les rapports sociaux de race, de classe, de genre », se réclame de Révolution permanente. Joseph Andras, lui, se réclame « de la tradition socialiste, révolutionnaire et anticolonialiste », se présente comme électron libre, électeur de Jean-Luc Mélenchon. Ils tracent alors ensemble le cadre politique dans lequel s'élabore leur œuvre, avec des approches quelque peu divergentes mais qui concourent également à le définir. Il en ressort une insertion commune dans une perspective socialiste, communiste, définie en tant que l'Idée<sup>1</sup> socialiste-communiste à laquelle il faudrait émarger pour décrire le monde, pour s'engager, pour combattre, donc pour écrire. Ils y insèrent les luttes actuelles des opprimés, des minorités, évoquant les Gilets jaunes, le comité Adama, mais aussi l'antispécisme. Les dernières pages, *Publier*, s'organisent autour de l'appréciation des deux écrivainEs de la situation de production de leurs écrits, de leurs approches différentes face au livre, enfin objet accessible, de leurs pratiques face à la promotion de leurs ouvrages, et de leur trouble quant au paradoxe que constitue le fait d'écrire pour et au nom de personnes qui ne lisent pas, qui ne liront pas leurs livres, qui

peut-être même ne les tiendront jamais entre leurs mains.  
**Vincent Gibelin**  
1 – De la même façon que les anarchistes espagnols nomment l'anarchie — L'idée avec une majuscule.



**BD Chumbo, de Matthias Lehmann**

Éditions Casterman, 2023, 368 pages, 29,95 euros

Chumbo, ce titre n'évoque pas grand-chose. On pourrait croire que c'est le prénom du personnage mis en avant sur la couverture mais Chumbo, ça veut dire plomb en portugais. Dans son roman graphique très dense, de plus de 300 pages, Matthias Lehmann revient sur 70 ans d'histoire brésilienne, de 1937 à 2003, sur l'arrivée de la dictature, la mise en place de la répression politique, de la torture des opposants, des années de plomb. C'est à travers l'histoire de la famille Wallace que l'histoire nationale nous est racontée. À la fin des années 1930, la famille Wallace est une famille bourgeoise qui vit dans l'État de Minas-Gerais. Le père, Oswaldo, est un riche propriétaire de

compagnies minières qui vit dans l'opulence avec sa femme et ses cinq enfants – trois filles et deux garçons. Ils ont un chauffeur, du personnel de maison, de belles demeures. C'est un patron détestable qui maltraite ses salariéEs, surtout lorsque ceux-ci se mettent en grève pour dénoncer leurs conditions de travail et demandent le paiement de leurs salaires de retard. Mais les choses changent et la famille est déclassée. Le climat politique de luttes de classes est installé dès les premières pages. Matthias Lehmann dépeint une bourgeoisie prête à tout pour défendre ses intérêts, allant jusqu'à fomenter l'assassinat d'un syndicaliste qui réclame plus de justice sociale. Les deux fils Wallace, Severino et Ramires sont les deux faces de cette lutte de classe. Le premier est brillant. Homme de gauche, il devient journaliste et s'engage dans un journal d'opposition. L'autre, Ramires, est un pauvre type, magouilleur, attaché à sa classe sociale. Il est conservateur, proche des hommes de main du gouvernement. Les filles quant à elles sont en second plan, symbole d'une société bourgeoise patriarcale. La seule femme qui existe vraiment dans l'histoire est une militante de gauche engagée contre la dictature. Avec *Chumbo*, Matthias Lehmann signe un roman graphique passionnant avec une manne d'informations historiques et culturelles.  
**Béatrice Walylo**

## PRESSE Soutien au journal le Peuple breton

Une fois n'est pas coutume, la rédaction de *L'Anticapitaliste* vous invite à acheter, lire, soutenir le *Peuple breton*, mensuel de l'UDB (Union démocratique bretonne), dont la Une du numéro anniversaire (60 ans!) a provoqué le déchaînement de la fachosphère.

À l'occasion de la publication de son numéro 720, le journal de l'UDB a choisi de soulever la question de ce qu'est le peuple breton, dans une perspective ouverte, éloignée d'un nationalisme étroit. Pour illustrer le thème, la rédaction a choisi un cliché du photographe Bruno Ansker représentant un enfant racisé arborant fièrement costume et drapeau bretons. Aussitôt un torrent de haine s'est déversé sur X, amenant la rédaction à bloquer les commentaires. Citons Gaël Briand, le rédacteur en chef du journal, qui écrit, dans un commentaire sur Facebook : « ...venons-en au fait. Être Breton n'a jamais été un vaccin contre la connerie. En quelques heures à peine après avoir publié cette Une sur X/Twitter, nous recevions sous la publication du compte du *Peuple breton* des centaines de commentaires haineux à propos de notre Une. À quelques jours de la loi Immigration,



j'invite nos députés bretons l'ayant voté à se rendre compte de la banalisation du racisme. On ne vous remercie pas d'être les marchepieds d'idées que vous prétendez combattre ! Être Breton n'est pas une affaire de couleur de peau, c'est d'abord une affaire de sentiment d'appartenance. Pour ma part, je considère que le sourire de ce gamin est contagieux et c'est toute l'énergie que je souhaite pour la Bretagne de demain. » Ni en Bretagne ni ailleurs, ni sur les réseaux sociaux ni à l'Assemblée, les idées haineuses ne doivent passer...

**Librairie La Brèche**  
★ [la-breche.com](http://la-breche.com)  
► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12<sup>e</sup>  
01 49 28 52 44 — [contact@la-breche.com](mailto:contact@la-breche.com)

## Vie du NPA

Début octobre, le NPA avait publié une tribune sur *Mediapart* et *Regards* intitulée « Contre l'Union européenne capitaliste et autoritaire, rassembler une gauche de combat ! » Nous y défendions que pour répondre à l'Europe de l'inflation et de l'austérité, qui est celle des frontières qui condamnent à mort les migrantEs en mer Méditerranée ou dans le désert saharien, à cette Europe incapable aussi de mettre en œuvre la transition écologique nécessaire, il faut assumer une politique de rupture avec l'ordre capitaliste. Cela passe par des mesures d'urgence qui ne peuvent être prisonnières du carcan des traités actuels qui régissent l'Union européenne. Pour mettre en œuvre une telle orientation, nous proposons le rassemblement de celles et ceux qui luttent au quotidien, autour d'une campagne commune aux prochaines élections européennes.

**Une première rencontre**  
Début décembre, la rencontre avec La France insoumise a mis en lumière les plages d'accord possibles et les contours d'un tel rassemblement, LFI posant comme cadre programmatique les éléments

## ÉLECTIONS EUROPÉENNES Se rassembler autour d'une politique de rupture

Après une première rencontre avec une délégation de La France insoumise début décembre, le NPA a publié il y a quelques jours un courrier public proposant une campagne commune et répondant aux propositions des Insoumis.

contenus dans le chapitre 8 du programme de la Nupes adopté il y a un an et demi. Un chapitre déjà marqué par de fortes différenciations au sein de la Nupes, LFI et le PCF se réclamant en particulier du « non de gauche au Traité constitutionnel européen en 2005 », à la différence bien évidemment du PS et d'EÉLV... La suite a montré le caractère irrécyclable dans la durée de ces deux orientations contradictoires à gauche, que ce soit sur les questions européennes ou plus globalement dans l'affrontement avec le cours libéral-autoritaire actuel du système capitaliste.

**« Pour une gauche de combat indépendante du social-libéralisme »**  
LFI ne semble pas avoir l'illusion de ressusciter une Nupes déjà enterrée



WIKIMEDIA COMMONS

par la majorité de ses participantEs, mais souhaite « continuer politiquement » la Nupes, en particulier pour ces prochaines élections (qui seront aussi les premières permettant de sanctionner Macron après la contre-réforme des retraites).

À un moment où les droites macronistes et LR peuvent se lier ponctuellement à l'extrême droite et où les courants souverainistes, le repli nationaliste porté par les extrêmes droites européennes, connaissent des développements dangereux, la question de l'unité, ne serait-ce qu'autour de mesures d'urgence de rupture partielle avec les dogmes capitalistes, d'une politique de solidarité entre les peuples, est une nécessité. Cela n'efface pas les désaccords bien connus que nous avons avec LFI, a fortiori avec le programme de la Nupes, que nos désaccords soient programmatiques ou stratégiques. Mais si le programme de la Nupes semble un compromis possible pour pouvoir se rassembler, il reste à vérifier qu'il n'est en rien une compromission et que la place que pourra

prendre le NPA dans une possible campagne commune nous permettra d'y faire exister une orientation à la fois unitaire et radicale.  
**Manu Bichindaritz**

### À lire sur le site

**Courrier public du NPA à La France insoumise concernant les élections européennes**, par NPA



# ÉNERGIE « La réforme acte la disparition programmée des tarifs réglementés de vente »

Les prix de marché de l'électricité sont devenus aberrants. Après deux ans de négociations au niveau européen, une réforme a vu le jour mi-décembre. Anne Debregas, syndicaliste de SUD Énergie revient pour L'Anticapitaliste sur les mécanismes qui ont conduit à la crise de l'énergie et la réforme.

**A**vant l'ouverture du marché de l'électricité, EDF facturait tous les usagers selon des tarifs réglementés simples, équitables, fondés sur les coûts de production et d'acheminement de l'électricité en France. Comme ces coûts sont essentiellement des investissements de long terme pour construire et maintenir les centrales, les tarifs évoluaient lentement. Mais en 1996, une directive européenne a imposé à chaque État de mettre en concurrence la production et la fourniture d'électricité. Sont alors apparus quelques producteurs privés mais surtout des dizaines de fournisseurs dont l'activité nuisible consiste à acheter l'électricité aux producteurs pour la revendre aux consommateurs, sans intervenir sur cette électricité : ils ne la sélectionnent pas, ne la stockent pas, ne la transportent pas, ne la livrent pas, ne sont pas responsables de sa qualité.

## Marché de gros au niveau européen

Pour leur permettre de s'approvisionner, un marché de gros a été mis en place à l'échelle européenne. Son prix doit inciter les producteurs à fournir à chaque instant le volume d'électricité permettant de répondre exactement à la demande d'électricité sur tout le réseau européen. Car le moindre déséquilibre entre production et consommation peut provoquer en quelques secondes des coupures massives, voire un black-out. Or le prix qui permet d'obtenir ce bon volume de production correspond au coût de fonctionnement de la centrale la plus chère en Europe à chaque instant, appelé coût marginal. Environ 75 % du temps, il s'agit d'une centrale à gaz. Si le prix de marché est inférieur au coût du gaz dont elle a besoin, la centrale a intérêt à ne pas produire, provoquant un déséquilibre grave. C'est ainsi que, bien que les centrales à gaz ne représentent qu'une très faible part de la production, le prix de marché de l'électricité se retrouve adossé au cours du gaz, le rendant volatile, incontrôlable et fort éloigné du coût moyen de production de l'électricité. Les fournisseurs, qui s'approvisionnent auprès des producteurs en grande partie au prix de marché, le répercutent naturellement dans les « offres de marché » faites à leurs clients. C'est d'ailleurs exigé par l'Union européenne, conformément au dogme de la concurrence. Les tarifs réglementés historiques ont quant à eux été progressivement interdits,

**Depuis 2016, les tarifs réglementés ne reflètent plus les coûts de production mais le coût d'approvisionnement des fournisseurs, se retrouvant eux aussi adossés aux prix de marché**

sauf pour les particuliers et les très petites entreprises et communes. Mais cette dérogation est temporaire, comme le stipulent les textes européens. De plus, les fournisseurs ont obtenu un changement du mode de calcul de ces tarifs réglementés restants, en faisant valoir qu'ils étaient trop bas pour leur permettre d'être compétitifs. Ainsi, depuis 2016, ils ne reflètent plus les coûts de production mais le coût d'approvisionnement des fournisseurs, se retrouvant eux aussi adossés aux prix de marché, au nom de la concurrence!

Les tarifs réglementés ainsi calculés auraient donc dû flamber en 2022 et 2023, obligeant le gouvernement à mettre en place un « bouclier tarifaire » très coûteux pour les finances publiques pour limiter la hausse.

## Conséquence : des crises à répétition

En Europe comme ailleurs, l'histoire du marché est jalonnée de crises plus ou moins violentes, alternant difficultés financières des producteurs lorsque les prix sont inférieurs aux coûts de production et difficultés pour les consommateurs lorsque les prix grimpent. À chaque fois, les marchés sont corrigés, « régulés », patchés, sans jamais parvenir à garantir un prix juste, stable et incitant au bon volume de production. Tout simplement parce que ce prix n'existe pas. La dernière crise a été particulièrement violente en Europe. Beaucoup d'entreprises et de communes ont vu leur facture multipliée par 3, 4, voire 10, alimentant l'inflation et entraînant faillites, délocalisation de certaines industries, coupes dans l'investissement et les budgets des communes...

Cette envolée des factures d'électricité a été déclenchée par la flambée du cours du gaz, liée à la reprise post-covid à partir du printemps 2021 puis aggravée par la guerre en Ukraine. À cela

s'est ajouté l'arrêt de nombreuses centrales nucléaires françaises en raison d'un défaut générique de corrosion sous contrainte, faisant craindre un risque de manque de production (le coût de la défaillance faisant flamber le prix de marché).

C'est bien le prix de marché qui a flambé, pas les coûts de production, même si ceux-ci ont augmenté temporairement. Si l'on était resté dans le cadre d'un service public régulé avec des tarifs de l'électricité basés sur les coûts de production, il n'y aurait donc pas eu de crise et cette augmentation des coûts aurait été amortie par une hausse temporaire des factures d'environ 10 %, sans aide d'État. Au lieu de cela, l'État a dépensé 40 milliards d'euros en trois ans (à comparer aux 12 milliards par an invoqués pour justifier la réforme des retraites) tout en laissant les entreprises et communes payer malgré tout bien plus que le coût de production.

## Perspectives

Après plus de deux ans de crise majeure provoquée par la mise en concurrence de ce bien essentiel, une réforme « en profondeur » du marché européen de l'électricité vient de sortir le 14 décembre 2023. Elle est censée éviter les récentes catastrophes et permettre de revenir à des prix se rapprochant des coûts de production. Il n'en est rien, malgré les effets d'annonce ! Comme l'Union européenne et les États refusent de remettre en cause le principe même de concurrence et de privatisation, consommateurs et producteurs resteront exposés au prix de marché.

Les nouvelles rustines censées réguler le marché resteront insuffisantes et souvent contre-productives, comme depuis vingt ans. Elles rendront le système électrique de plus en plus complexe, donc fragile, opaque et incontrôlable. Et plus injuste, avec des contrats permettant de réserver les productions les moins chères aux consommateurs européens qui auront le mieux négocié, aux dépens des autres<sup>1</sup>. La réforme acte également la disparition programmée des tarifs réglementés de vente, dernier rempart aux envolées spectaculaires de factures. Seuls subsisteront des mécanismes de crise, extrêmement limités. Il est pourtant urgent de revenir à une gestion efficace du système électrique, avec des prix stables

**La seule solution passe par un service public de l'électricité, sans fournisseurs en concurrence, reposant sur une propriété publique des moyens de production, un financement, une tarification et une gestion publiques**

et équitables pour tous les usagers, permettant de garantir le financement au plus juste des investissements. La seule solution passe par un service public de l'électricité, sans fournisseurs en concurrence, reposant sur une propriété publique des moyens de production, un financement, une tarification et une gestion publiques.

Cette solution ne présume en rien des choix énergétiques, elle ne remet pas en cause les organisations des échanges européens, elle est compatible avec un contrôle citoyen. Elle est simple à mettre en œuvre et décrite de manière détaillée<sup>2</sup>. Seule manque la volonté politique de gérer ce bien essentiel dans l'intérêt général et non au profit de quelques entreprises privées.

**Anne Debregas, ingénieure économiste sur l'électricité et porte-parole de SUD-Énergie**

1 – Voir cette analyse critique de la réforme pour plus de détail : <https://sudenergie.org/wp-content/uploads/2023/04/2023-04-28-analyse-critique-du-projet-de-reforme-des-marchés-de-lelectricite.pdf>

2 – <https://institutlaboetie.fr/notes-demarchandiser-lelectricite-la-solution/>

## Suis-nous

<https://linktr.ee/lanticapitaliste>

lanticapitaliste.org  
NPALanticapitaliste  
l\_anticapitaliste  
Lanticapitalist1  
anticapitaliste.presse  
lanticapitaliste



## Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

## Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

**12 € = 3 mois d'hebdo**

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

**L'Anticapitaliste**  
la revue

Le n°151 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

**L'Anticapitaliste**,  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil cedex.



## Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **L'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

## Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)



## L'image de la semaine

**LIBERTÉ DE CIRCULER !!**



## Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)